

DIPLOMATIE DE GUERRE au Proche-Orient

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisations,
président d'une association
dédiée à la défense
contre la désinformation.

Le processus diplomatique engagé avec énergie par l'administration Bush depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza en juin 2007 vient de connaître des temps forts avec deux conférences internationales (à Annapolis le 27 novembre 2007 et à Paris le 17 décembre) et un long déplacement du président américain à Jérusalem et à Ramallah. Bien qu'entamé au nom des valeurs les plus louables, ce processus présente pour l'observateur des aspects déconcertants.

Annapolis : une étrange précipitation

La précipitation tout d'abord. Le conflit en Terre sainte est bientôt centenaire (les premiers troubles sérieux datent du tout début des années 20), il a résisté à de nombreux plans de paix, décennies après décennies, mais il faut aboutir à un règlement définitif dans l'année, contre vents et marées. Comme l'a dit le président Sarkozy, « le temps est compté »¹. Mais est-ce bien réaliste ?

L'ambition affichée contraste ensuite avec l'état des lieux. Le chef d'orchestre de la solution définitive, en la personne de Georges W Bush, va très bientôt rendre son tablier : il a bien peu de temps pour inventer de nouveaux compromis. Les deux partenaires désignés pour cette tâche de portée historique, Éhoud Olmert et Mahmoud Abbas, manquent à l'évidence d'autorité morale sur leur peuple res-

pectif. Et si l'on voit mal la coalition d'Olmert résister à des décisions fortes sur Jérusalem ou les implantations, que dire du pouvoir de Mahmoud Abbas ? Dans la fraction des Territoires qui lui reste après le coup de Gaza il ne contrôlerait plus vraiment son parti, le Fatah, lequel subit partout l'ascendant militaire et moral du Hamas.

L'environnement géographique des belligérants ne laisse pas présager non plus un dénouement de la situation. Il est marqué par l'ouverture de fronts militaires actifs et menaçants : celui de Gaza, où Tsahal redoute beaucoup d'être contraint de s'aventurer alors que les roquettes pleuvent désormais jusqu'au nord d'Ashkelon, celui du Liban où le Hezbollah a, non pas reconstitué, mais notablement accru ses capacités opérationnelles, tandis qu'en toile de fond se profile de façon de plus en plus distincte l'éventualité d'un choc nucléaire et balistique avec la Syrie et l'Iran.

La circonspection se renforce encore quand on examine le théâtre global de la région. S'il recueille les palmes de l'ancienneté et de la médiatisation, le conflit israélo-palestinien apparaît mineur en regard d'autres affrontements au sein du même espace géopolitique. Qu'il s'agisse du défi que l'Iran pose à l'Occident, dont l'enjeu stratégique, économique, militaire est de portée mondiale, de la menace syro-iranienne sur les pouvoirs sunnites ou du destin très incertain de l'Irak. Tout se passe comme si la véritable intrigue se déroulait à coté de la scène et mettait en présence d'autres protagonistes et d'autres intérêts que ceux qui sont déclinés invariablement de James Baker au Quai d'Orsay, au nom de la fameuse « centralité » de la question palestinienne. La situation générale d'instabilité est imputée par ce vaste courant au non-règlement de cette question-là. Hubert Védrine reproche même à Israël, qu'il accuse de maintenir la plaie ouverte, la mise en péril de la relation globale Islam/Occident, rien moins². Pourtant, derrière le rideau de fumée palestinien, pointent les très longues oreilles des dictatures et théocraties arabes assises sur un volcan ainsi que l'enjeu pétrolier mondial. Derrière l'instabilité du monde arabe, la poussée islamo-persane dans la faille des minorités chiites du Moyen Orient et la nucléarisation de la région. Derrière les Israéliens, les Arabes et les Persans, les intérêts américains et occidentaux face à l'œuvre de sape silencieuse et implacable des Russes et des Chinois. Pourquoi consacrer autant de temps et d'énergie, pourquoi focaliser à ce point les diplomates et les médias internationaux dans une démarche bancale pour solutionner un conflit somme toute secondaire ? Pour laisser une marque dans l'histoire, pour un prix Nobel de la paix ? Peut-être. Peut-être aussi parce que les antagonismes qui montent aujourd'hui débouchent sur des perspectives tellement terrifiantes, que faute de mots et de lucidité pour les décrire, faute de

courage pour les affronter, on tente de se les dissimuler à soi-même en faisant d'un volontarisme au petit pied sur la question israélo-palestinienne un antidote de l'impuissance.

Pour tenter d'y voir un peu plus clair dans l'étrange démarche de paix du couple Bush/Rice, il faut sonder la figure improbable du « partenaire palestinien pour la paix », la pierre angulaire de l'arrangement censément à portée de mains. Mahmoud Abbas désire-t-il la paix et s'il la désirait, serait-il en mesure de l'imposer aux siens ? Au-delà des circonstances du moment, pour comprendre ce que veulent réellement les Palestiniens, mieux vaut se placer dans une perspective historique longue, où se sont forgés leurs objectifs et leurs méthodes. La « furie antisémite » inoculée par l'ancien mufti de Jérusalem Amin Al-Husseini s'est en effet muée au long du siècle précédent en une doctrine de guerre innovatrice et remarquablement efficace.

L'objet du présent article est de replacer la dynamique diplomatique d'Annapolis dans la continuité du long affrontement proche-oriental et d'élucider un paradoxe : comment, loin de fournir une solution pacifique, la diplomatie est-elle devenue le moment principal d'une séquence où les poussées successives de violence se convertissent en gains politiques, autant d'étapes intermédiaires d'une stratégie tenace d'élimination du pouvoir juif incarné par l'état d'Israël.

Quel profil pour un authentique « partenaire pour la paix » ?

Mahmoud Abbas est un vieux compagnon d'Arafat. Il s'est cependant opposé à deux reprises à son chef. En 2002, il a regretté publiquement la militarisation de l'Intifada en compagnie de quelques caciques de l'OLP.³ L'opération « Bouclier de Défense » déclenchée par Israël après un an et demi d'attentats suicide et plusieurs centaines de morts avait conduit l'armée à réoccuper les grandes villes palestiniennes administrées par l'Autorité dans le cadre des accords d'Oslo. Mahmoud Abbas ne condamnait pas le terrorisme en général et ne critiquait pas d'un point de vue moral les méthodes frappant indistinctement des civils. Il constatait simplement l'échec d'une tactique aventureuse. En septembre 2003 ensuite, il démissionnait de sa fonction de premier ministre car Arafat continuait de confier à Farouk Kaddoumi, opposant acharné aux accords d'Oslo et à toute négociation avec Israël, les attributions de « ministre des affaires étrangères » de l'OLP. Arafat empêchait ainsi Mahmoud Abbas de donner des gages de bonne volonté aux Occidentaux. Ces deux prises de distance et ses avis sur la contre productivité des opérations terroristes ont donné au futur président palestinien une image de « modéré » en Occident.

Un dirigeant « modéré » ne suffit cependant pas à faire un partenaire pour la paix.

Le partenaire pour la paix est l'adversaire avec qui il est possible de passer d'une situation de belligérance à une situation de paix, aux termes d'un compromis. Il se distingue d'emblée de l'interlocuteur avec qui l'on peut parler et s'afficher mais dont on n'attend pas nécessairement des résultats tangibles. Le partenaire doit être en mesure de provoquer un changement radical de la réalité sur le terrain⁴. Il lui faut pour cela remplir plusieurs conditions :

être le représentant de l'adversaire, reconnu comme tel dans son propre camp ;

être au centre de la scène globale de l'affrontement et non à sa périphérie ;

être engagé dans un conflit où le compromis est possible, et vouloir le compromis ;

être en mesure de faire respecter les dispositions de paix, c'est-à-dire avoir et la volonté et les moyens de les imposer aux éventuels récalcitrants.

Mahmoud Abbas est-il le représentant des Palestiniens ? Incarne-t-il la volonté de la partie palestinienne au conflit ? Si son prédécesseur Arafat était parvenu à fédérer sous sa férule l'essentiel des organisations au sein de l'OLP à l'exception du Hamas encore confiné à l'époque dans un rôle secondaire, la position de Abbas est infiniment plus fragile. Il a perdu toute emprise sur la Bande de Gaza dont on sait le poids démographique, et il n'a quasiment pas d'influence sur de nombreux camps de réfugiés dispersés dans les pays arabes environnants. Pire encore, il s'avère qu'il n'a pas non plus d'autorité sur le Fatah dans le dernier périmètre qui lui reste, la Cisjordanie.⁵ Or la qualité première du représentant, c'est de détenir un certain monopole de l'expression de la volonté dans son camp. Abbas ne peut se prévaloir aujourd'hui que de la représentation de la volonté d'une mince fraction des Palestiniens. A partir de là, contacter avec Abbas, c'est passer un accord avec quelqu'un qui sera sûrement désavoué par une part significative des Palestiniens qui suivent d'autres orientations.

Mahmoud Abbas est-il au centre de la scène de l'affrontement ? Est-il le bon interlocuteur pour aboutir à un règlement qui résolve effectivement le conflit ? Le Proche et le Moyen Orient sont déchirés on l'a vu, par de nombreuses luttes imbriquées les uns dans les autres. Les Palestiniens sont le plus souvent manipulés dans un sens ou dans un autre par des commanditaires saoudiens, syriens, etc. L'Arabie saoudite, l'Iran, la Syrie, l'Égypte, le Hezbollah lui-même, défendent férocement des intérêts divergents et, si besoin est, utilisent à cet effet la question palestinienne. Du point de vue israélien, dans l'imbrication des conflits (conflit israélo-palestinien, conflit israélo-arabe, conflit israélo-iranien), il est bien évident que le conflit israélo-palestinien ne peut pas trouver de solution sans un aménagement des relations israélo-arabes. C'est le conflit israélo-arabe qui joue le rôle de conflit directeur. L'Arabie saoudite, la Syrie, l'Égypte pour-

raient toujours relancer les hostilités, activer ou créer de toutes pièces une milice palestinienne quelconque, si la fin des violences ou le compromis passé avec les Palestiniens ne leur convenaient pas.

Passer un accord de règlement définitif avec Abbas peut donc avoir des vertus pédagogiques, mais en tant que Palestinien, il n'est qu'une pièce secondaire dans les jeux d'influence qui déterminent le niveau de la violence palestinienne. C'est pourquoi le discours d'Abbas à Annapolis était un discours arabe et non palestinien. Il liait en un « paquet » indissociable l'ensemble des revendications territoriales arabes, le Golan, les Territoires, Jérusalem et les fermes de Chebah « libanaises ». Mais il n'est nullement mandaté pour négocier sur l'ensemble du « paquet ». Les Syriens n'accepteraient pas une rétrocession du Golan dont le périmètre serait décidé par Mahmoud Abbas. Les Saoudiens n'accepteraient pas l'écrasement du Hamas par une force militaire « israélo-abbasienne », les Syriens et les Iraniens non plus, etc. Représentant au mieux une partie secondaire au conflit, Abbas ne peut en aucune façon garantir l'attitude des influences étrangères. La mise en œuvre d'un règlement conclu avec lui dépendrait du bon vouloir de forces non représentées dans la négociation. Autant dire que sa portée serait réduite.

Le conflit israélo-palestinien relève-t-il du compromis ? Dans un article du Wall Street Journal publié la veille de l'ouverture de la conférence d'Annapolis⁶, Bernard Lewis a posé le dilemme central avec sa lucidité coutumière. Si la question est celle de la taille d'Israël des négociations sont possibles, mais si c'est celle de son existence, aucun gouvernement israélien ne pourrait y participer. La question est de savoir si la nature du conflit autorise ou non une démarche contractuelle.

Pour les musulmans orthodoxes, le combat contre les Infidèles est une obligation religieuse si certaines conditions sont réunies. C'est le fondement du jihad. Cette doctrine est une base sérieuse à l'appui de l'hypothèse d'un conflit israélo-palestinien de nature religieuse. Dans le dogme du jihad, les phases diplomatiques ne sont pas exclues. Le Prophète passa en 628 à Houdaybia un traité de 10 ans avec des Infidèles, la tribu Qoreïsh maîtresse de La Mecque, avant de reprendre les hostilités et la vaincre moins de deux ans plus tard. Non seulement les traités avec les Infidèles peuvent être violés mais ils doivent l'être dès que le rapport des forces est propice aux musulmans dont l'obligation est de faire triompher l'Islam dès que c'est possible. Le traité porte sur une trêve et de surcroît il n'engage pas. Il doit aider et non interdire la réalisation totale des buts de guerre. Si le conflit est religieux, aucun vrai compromis n'est envisageable. Négocier avec Mahmoud Abbas n'est plus pertinent pour parvenir à une paix définitive.

Par contre si le conflit est national la démarche contractuelle est possible. Les

intérêts de deux nations peuvent être contradictoires et une fois épuisées les tentatives pour prendre l'ascendant sur l'adversaire par la force, le compromis s'impose comme la solution la plus rationnelle. La question de savoir si le combat palestinien est national ou religieux est alors déterminante puisque la réponse rend pertinente ou sans objet la recherche du partenaire pour la paix. Bien peu d'arguments militent en faveur de la nature nationale du conflit israélo-palestinien :

– le nationalisme palestinien n'a émergé qu'après l'occupation israélienne de 1967 : on ne connaît pas de manifestation d'une lutte nationale palestinienne face à l'occupation ottomane, jordanienne et égyptienne ni de proclamation nationaliste avant cette date. Surgi brutalement, servant des objectifs transparents dans une formulation dont l'opinion internationale est friande, il se présente comme un nationalisme d'opportunité ;

– la Charte de l'OLP comme le projet de constitution palestinien insistent sur la fusion avec la nation arabe et le rattachement à l'Islam mais sont très peu diserts sur la « Palestine », comme si l'idée de Palestine, très fugace, s'effaçait naturellement derrière l'arabité et la Oumma. La résolution du Conseil National palestinien de juin 1974, qui expose la stratégie des étapes ⁷ propose dans son article 8 « *la libération de l'ensemble du territoire palestinien, étape sur la voie de l'unité arabe* » : la vision d'un califat plutôt que d'une nation ;

– les Palestiniens ont pris régulièrement des décisions de jihad contraires à leurs intérêts nationaux élémentaires mais cohérentes avec un conflit religieux : Camp David II par exemple leur ouvrait la perspective d'édifier un état et de propulser leur peuple dans la modernité. Des flots de dollars et une assistance dans toutes sortes de domaines étaient annexés au projet d'accord. Arafat a cependant rompu sur un thème religieux, le contrôle de Jérusalem et sa décision fut positivement accueillie par les siens. De même, au moment de l'évacuation israélienne de Gaza en 2005, un choix national aurait été de tenter l'édification d'une autorité nationale et de prendre en compte les intérêts de la population au lieu de l'exposer au désastre par la relance immédiate d'une offensive jihadiste contre Israël. Le Hamas avait été élu nettement et il n'avait rien dissimulé de ses projets. Il suffit de mettre cette attitude en regard de celle de Sadate qui n'hésita pas à affronter les foudres arabes et intégristes pour défendre à Camp David I des intérêts strictement égyptiens, pour suspecter fortement de l'absence de l'idée de nation dans les décisions palestiniennes.

si l'incitation à la haine des Juifs a dominé tous les aspects de l'activité de l'Autorité issue des accords d'Oslo, on cherche en vain des perspectives constructives propres à la Palestine dans les programmes du Fatah ou du Hamas. L'éducation moderne, la santé, le logement, l'emploi, la recherche scientifique sont

remarquablement absents comme ils l'ont été dans la pratique de l'Autorité palestinienne depuis sa naissance en 1994. Le plan triennal élaboré par Salam Fayyad pour la conférence des donateurs du 17 décembre 2007 était plus que vague sur les projets de développement : par contre les deux tiers de subsides étaient pré affectés au paiement des salaires des fonctionnaires palestiniens, la principale infrastructure de combat idéologique et militaire contre Israël. Un étranger, le représentant du Quartet Tony Blair a seul tenté d'imaginer des solutions créatrices d'activité et d'emploi après beaucoup d'autres, jamais des Palestiniens.⁸ Parmi les innombrables interlocuteurs du chef emblématique Yasser Arafat, nul n'a pu faire état de vues quelconques du *raïs* sur la construction de la Palestine comme état national, sur son développement, sur la question sociale ou la modernisation de sa société ;

– enfin comme on l'a vu plus haut le discours de Abbas à Annapolis ne parvenait pas à autonomiser la revendication « palestinienne » de la revendication arabe, ce qu'aurait nécessairement réalisé un discours « national » et non un discours « arabe ».

On ne construit pas une nation exclusivement sur la haine et la guerre : on la bâtit sur un socle de sentiments positifs, sur une fierté, une histoire, des héros. La fierté palestinienne est islamique et arabe pas réellement palestinienne. La faiblesse de l'idée de nation palestinienne et la force du commandement religieux expliquent sans doute la difficulté des dirigeants palestiniens à raisonner en termes nationaux. Cet état des mentalités devrait dicter des échéances très longues, et non très brèves, à un processus aboutissant à la tolérance de l'Autre et à la recherche de la paix.

Mahmoud Abbas est-il prêt à prendre des engagements pour la paix ? C'est le moins que l'on puisse attendre d'un « partenaire pour la paix ». Mais il faut aller plus loin. Passer un compromis, c'est le contraire d'éliminer son adversaire ou de le vaincre. Cela oblige donc, bon gré mal gré, à le respecter dans son identité. Pour cela Mahmoud Abbas doit accepter deux conditions préalables qui ne devraient pas être mises en débat puisqu'elles touchent à l'intégrité du partenaire : la reconnaissance d'Israël comme Etat juif, d'appartenance civilisationnelle étrangère au monde arabo-islamique, où les Arabes existeront comme minorité ni plus ni moins, et la renonciation au retour des réfugiés palestiniens. Ces conditions devaient logiquement s'entendre comme préalables à la négociation, comme hors négociation, comme les tests de la volonté pacifique de l'autre partie. Quand Shimon Pérès a accepté, dans l'ivresse d'Oslo, l'inscription de la question du retour parmi les thèmes de négociation sur le statut final et quand Rabin a ratifié cette démarche, le leadership israélien renonçait à tous ses principes antérieurs et admettait ce paradoxe incon-

gru, comme l'analyse de Bernard Lewis l'atteste, celui de négociier sur l'existence de son propre Etat.

Sur les deux questions, Mahmoud Abbas a pris des positions de refus, claires et répétées⁹, avant et après Annapolis, ce qui le disqualifie comme partenaire puisqu'il réclame par là l'identité de son adversaire et la pérennité de cette identité. De même, quand les frappes israéliennes de riposte à la pluie de roquettes sur le sud d'Israël font une vingtaine de morts le 15 janvier 2008, Abbas et son premier ministre Fayyad hurlent au massacre et proclament un deuil national de trois jours. Or la riposte d'Israël suppléait à l'incapacité du « partenaire pour la paix » d'assurer lui-même le démantèlement des factions terroristes. Il s'agit donc non seulement d'un engagement, qu'Abbas ne remplit pas, mais auquel il s'oppose activement. La solidarité avec les fanatiques religieux voués à éradiquer toute présence juive au Proche Orient l'emporte sur tous les protocoles d'Annapolis. Peut-on imaginer de Gaulle proclamer un deuil national pour l'élimination de membres de l'OAS ? A partir de là, la reconnaissance palestinienne d'Israël fait figure de ruse stratégique et le processus de paix de simple affichage.

Dernière condition, Mahmoud Abbas serait-il en mesure de faire respecter ses engagements ? Si Mahmoud Abbas finissait par respecter l'identité originale de l'adversaire israélien, par reconnaître son Etat comme un Etat juif, par renoncer à tout retour des réfugiés, et par exclure définitivement le recours à la violence, pourrait-il imposer ces orientations dans ses propres rangs ? Arafat semblait en avoir les moyens en 2000 au moment de Camp David II. Il expliqua quand même à Bill Clinton son refus de Camp David II en lui donnant rendez-vous au cimetière, pour son propre enterrement. A ses dires, transiger sur le sol sacré de l'Islam équivalait à une condamnation à mort. Récupérer des terres aussi, si l'on en croit le destin tragique d'Anouar Al Sadate. En tout état de cause, la mise en œuvre d'engagements de paix nécessiterait des moyens matériels, des forces de maintien de l'ordre, des services de renseignement, mais surtout beaucoup d'autorité politique et morale sur les siens. Le problème, c'est que Mahmoud Abbas est cruellement dépourvu de cette autorité, ce qui le rend infiniment plus fragile qu'Arafat ou Sadate. On a dit que de nombreux indices attestent qu'il ne contrôle plus vraiment ni son parti, le Fatah, ni son territoire, la Cisjordanie, et que sans la vigilance et les opérations de l'armée israélienne le Hamas y exercerait le pouvoir depuis longtemps.¹⁰

Pour compliquer les choses, Mahmoud Abbas ne pourrait pas se cantonner à une paix « froide » à l'égyptienne, à une simple situation de non-guerre. Une paix coopérative est indispensable. Israël et les Territoires forment un espace unique. Les politiques écologiques, de l'eau, l'espace aérien, l'espace sanitaire humain,

la gestion sanitaire du bétail, la sécurité, la lutte contre la délinquance, ne peuvent pas faire l'objet d'un pilotage autonome à moyen terme. La paix devrait inclure de nombreuses coopérations permanentes et une coordination étroite des politiques dictées, par la continuité géographique des deux états éventuels et les contraintes sévères de l'environnement, sous peine de chaos programmé. Pour accéder à la paix coopérative, le pouvoir d'Abbas devrait être encore plus fort et plus courageux que celui de Sadate. C'est dire si nous sommes loin d'un règlement définitif avec ce « partenaire pour la paix », même si le chronomètre du président Bush continue de tourner.

Dès que l'on donne du contenu au statut de « partenaire pour la paix », l'investissement occidental dans la personnalité de Mahmoud Abbas et de son groupe paraît soit irréaliste, soit un témoignage d'impuissance ou de désespoir, soit un calcul qui n'a pas grand chose à voir avec la dynamique propre du conflit israélo-palestinien et qui ne vise nullement à en hâter l'issue.

La diplomatie dans la doctrine de guerre palestinienne

Que veulent vraiment les Palestiniens ? On peut grossièrement distinguer plusieurs périodes dans la longue histoire de la confrontation des populations arabes autochtones, baptisées aujourd'hui palestiniennes, et des juifs venus d'Europe et des pays arabes.

Il y a d'abord eu une longue phase d'antagonisme marquée par des attaques violentes, des pogroms, le refus des solutions politiques : refus de la proposition de partage de la commission Peel en 1937, puis de celle de l'ONU en 1947, adhésion au triple non arabe de Khartoum en septembre 1967, refus apposé en 1978 par Arafat au processus d'autonomie proposé dans le cadre de la négociation israélo-égyptienne de Camp David I.

La période d'Oslo rompt avec les refus et ouvre une phase de reconnaissance : la reconnaissance d'Israël et la renonciation juridique à la violence contre une « reconnaissance des droits nationaux palestiniens par une voie politique ». C'est ainsi que le chef historique palestinien, Yasser Arafat, reçut le titre de « partenaire pour la paix » et un prix Nobel de la paix.

A l'issue d'un long « processus de paix » (caractérisé par un essor sans précédent de la violence), les Palestiniens reviennent au refus à Camp David II puis à Taba au tout début de 2001, alors que leurs revendications nationales apparaissent largement satisfaites.¹¹ Ces nouveaux refus s'accompagnaient du déclenchement d'une guerre générale utilisant une technologie terroriste novatrice, les attentats-suicides, qui allait faire plusieurs milliers de morts. L'énigme de ces refus est masquée en Occident par des affirmations sans consistance, dans le seul but d'exonérer le chef palestinien. Arafat aurait tenté d'en avoir davan-

tage, il n'aurait pas eu confiance en la médiation américaine, il aurait cédé aux menaces des extrémistes, etc. L'énigme mérite pourtant d'être élucidée une bonne fois pour pénétrer la logique profonde des attitudes palestiniennes, beaucoup moins fantaisistes qu'il n'y paraît, et pouvoir les anticiper. Fayçal Husseini en a d'ailleurs donné une interprétation éclairante dès 2001.¹²

Et voila qu'avec la disparition d'Arafat et la promotion d'Abbas au sommet du pouvoir, un nouveau « partenaire pour la paix » palestinien émerge, affirmant sa volonté de trouver une solution politique et d'inaugurer une nouvelle époque de reconnaissance et de négociation. C'est le contexte du nouveau processus d'Annapolis.

L'évolution en longue période de la doctrine stratégique palestinienne donne la clé de ces va et vient.

Le premier janvier 1965, le Fatah d'Arafat déclenchait la lutte armée contre Israël. Au-delà de la multiplication des raids, cette guerre avait une finalité bien précise : la substitution d'un pouvoir nouveau, un pouvoir arabe, au pouvoir juif existant en Israël. C'était le but de guerre palestinien de l'époque clairement affiché dans la Charte de l'OLP et les déclarations publiques. Le prédécesseur d'Arafat, Ahmed Choukeiry, partageait cet objectif mais comptait sur l'intervention des pays arabes pour « jeter les Juifs à la mer ».

Beaucoup plus subtil, Arafat disait dès la fin des années 60 comment réaliser l'objectif de substitution, sans victoire militaire proprement dite. « Nous devons lancer une campagne soutenue de terrorisme qui minera la vie des citoyens, empêchera une immigration vers Israël et obligera les Israéliens à quitter Israël... détruira le tourisme... affaiblira l'économie en obligeant les Israéliens à consacrer la majeure partie de leurs ressources à la sécurité du pays... Maintenir une ambiance de tension et d'anxiété qui forcera les sionistes à réaliser qu'il est impossible pour eux de vivre en Israël ». ¹³

Le bilan de cette première étape de « lutte armée » a été plutôt accablant pour les Palestiniens. Des coups de mains et des opérations terroristes sans autre effet qu'une plus grande solidarité entre Israéliens, une image exécration de terrorisme crapuleux et un isolement presque total. La faillite allait culminer avec la déroute du « septembre noir » et la fuite de Jordanie.

Première mutation de la doctrine de guerre palestinienne

C'est après le désastre de septembre 1970 que la doctrine palestinienne allait faire un premier saut qualitatif avec le concours de l'algérien Mohamed Yazid, l'ancien responsable de l'information du FLN, ainsi que celui des Chinois et des Vietnamiens.¹⁴

Yazid qui avait su retourner l'opinion européenne contre les Français et exploi-

ter les campagnes de l'extrême gauche pour acculer ces derniers au retrait, conseilla une nouvelle trame de propagande : le rôle du faible et de la victime devait être désormais tenu par les Palestiniens. Israël ne devrait plus être un misérable petit état voué à l'écrasement par le grand peuple arabe et le conflit ne serait plus celui des Arabes contre les Sionistes mais des Arabes contre l'impérialisme. Dans la dernière version il est d'ailleurs devenu la lutte d'un peuple humilié et occupé, confiné dans des Bantoustans, face à l'une des premières armées du monde.

Les Chinois et surtout les Vietnamiens qui reçurent Arafat et son fidèle Abou Ayad durant 15 jours en 1970, s'employèrent à leur enseigner les bases de la guerre asymétrique. Quand un « faible » est aux prises avec un « fort », la doctrine de Mao et de Giap enseigne que le faible ne peut l'emporter qu'au terme d'un long affrontement, en refusant la confrontation directe et en portant le fer dans les points vulnérables de l'adversaire. Les principes délivrés par Giap, dont les écrits traduits en Arabe servirent de manuels d'instruction, impliquaient des orientations nouvelles.

Il fallait désormais distinguer entre l'objectif terminal et les objectifs intermédiaires. Des objectifs intermédiaires devaient être définis en fonction de la situation du moment et clairement affichés en lieu et place de l'objectif final, du but de guerre, la destruction d'Israël, la substitution d'un pouvoir arabe au pouvoir juif. Cela donnerait une image de légitimité et de modération au combat palestinien.

Il fallait ensuite bien comprendre l'importance des « bases libérés » ces portions de territoires où le pouvoir change de mains en premier et servent ensuite comme « arrières » de la lutte armée.

Il fallait enfin apprendre à manipuler les média dont le détournement dans le sens voulu peut exercer de puissants effets sur l'adversaire. Giap disait : « En 1968, j'ai compris que je ne pourrais pas vaincre les 500 000 hommes des troupes américaines qui étaient déployées au Vietnam. J'ai compris que je ne pourrais pas couler la 7^{ème} flotte ni détruire ses centaines d'avions. Mais je savais que je pourrais introduire dans les foyers américains des images qui leur donnerait une envie folle de stopper cette guerre ».

Les Palestiniens observèrent aussi que lors de la guerre d'octobre 1973, Israël avait été surpris et ébranlé dans un premier temps. Si des opérations de harcèlement avaient pu être déclenchées à l'intérieur de la Ligne verte, en même temps que l'offensive égyptienne, pour entraver la mobilisation et le déploiement des forces l'Etat juif, celui-ci aurait pu être vaincu.

C'est en rassemblant ces données qu'Arafat et ses amis ont défini leur « stratégie des étapes », adoptée au Caire le 9 juin 1974 par le douzième Conseil National palestinien.

En regard des conseils reçus, le document issu de ce conseil semble particulièrement maladroit. Le but de guerre figure en tête : « le droit [du peuple palestinien] au retour et à l'autodétermination sur le sol national tout entier ». Il dissimule mal l'objectif de substitution d'un pouvoir arabe au pouvoir juif sous couvert d'autodétermination. L'article 2 place la « lutte armée » en « premier lieu » et elle doit aboutir à « établir l'autorité indépendante, nationale et combattante... sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée ». A l'article 4 il est indiqué que « toute étape vers la libération est une étape vers la réalisation de l'objectif stratégique de l'OLP qui est d'établir l'État démocratique palestinien ». Enfin l'article 8 stipule que « l'autorité nationale palestinienne luttera pour réaliser l'union des pays du champ de bataille, en vue d'achever la libération de l'ensemble du territoire palestinien ».

Le nouveau programme reste conforme aux cris de ralliement traditionnels en insistant sur la « libération » de tout le territoire et la « lutte armée ». Le Conseil national concentrait les têtes brûlées du terrorisme international de l'époque, et Arafat ne voulait sans doute pas risquer l'accusation de trahison. Mais avec l'introduction du concept « national » d'état « démocratique palestinien », la virulence de la résolution est assez tempérée pour épargner l'oreille sélective d'Européens très bien disposés. Surtout la notion d'étape qui autorise la poursuite d'objectifs intermédiaires, est clairement soulignée, introduisant la souplesse recommandée par Giap. Arafat maria avec de plus en plus de maestria les opérations terroristes et une propagande de mieux en mieux ajustée à la mentalité occidentale.

Le bilan de cette nouvelle phase qui s'achèvera à la fin de la décennie 90 est aussi un constat d'échec. La « lutte armée » se limita de nouveau à des coups de mains et des opérations de terrorisme international, attirant des ripostes israéliennes au Liban. Pour l'essentiel, la « base libérée » palestinienne a été ce malheureux pays où s'étaient repliés 2000 palestiniens en armes, les restes des troupes d'Arafat décimées en Jordanie. Il devait lui en coûter dès 1975 une guerre civile de 15 ans, des interventions israéliennes, la rupture de ses équilibres politiques et confessionnels, la perte de son indépendance et 150 000 morts. La phase se concluait par un nouvel exil d'Arafat, à Tunis cette fois, avec les débris de son armée.

Un changement capital était cependant intervenu au cours de ces années par les soins du chancelier autrichien Kreisky, de Giscard d'Estaing et de Mitterrand ¹⁵ : la promotion en Europe de la cause palestinienne comme une cause nationale légitime et d'Arafat comme un dirigeant fréquentable, et en regard, une diabolisation systématique d'Israël dans tous les secteurs de l'opinion.

Seconde mutation de la doctrine de guerre palestinienne

Arafat avait eu l'habileté de se construire un personnage de leader nationaliste susceptible d'être convié dans les enceintes internationales, et d'exploiter à fond la complaisance des Européens. Notons qu'il était puissamment aidé par la crainte qu'il inspirait. Il faut rappeler que les attentats, les détournements d'avion et les effusions de sang touchaient la terre européenne, avec en point d'orgue l'assassinat des athlètes israélien à Munich en septembre 1972. Les dirigeants européens, pas les peuples, étaient terrorisés.¹⁶ On explique souvent l'empressement du chancelier Kreisky envers Arafat, et son aveuglement, par la crainte d'attentats terroriste sur son sol. Mais la pression arabe sur les Européens après le premier choc pétrolier qui précipita la naissance d'Eurabia¹⁷ contribua sans doute à l'essentiel de sa percée diplomatique. La France y participa notablement : Giscard d'Estaing envoyait dès 1974 son ministre Sauvagnargues le rencontrer ouvertement et il autorisait l'ouverture d'une délégation de l'OLP à Paris l'année suivante. Mitterrand, qui lui sauvera plusieurs fois la vie au cours de ses équipées au Liban, le recevait à Paris pour sa première visite officielle de quasi chef d'État en Mai 1989.

Mais pour faire de la diplomatie un véritable moyen politique, Arafat devait dépasser le cadre arabe et européen et être admis à la table des négociations par l'Amérique, le seul acteur vraiment décisionnaire. Jusqu'en décembre 1988 il n'aura aucun contact officiel direct avec la Maison Blanche. Le Conseil National palestinien du 15 novembre 1988 à Alger lui donne l'occasion de réclamer « une paix des braves » : il rompt avec les invariants de la position palestinienne en évoquant une solution à deux Etats (ce qui équivaut à une reconnaissance d'Israël) et en donnant son consentement aux résolutions de l'ONU (242 et 338). Un mois plus tard l'ambassadeur américain à Tunis rencontre l'OLP. Le 1^{er} mai 1989 il déclare caduque une partie de la Charte palestinienne. Après les Européens, les Américains se satisfont de ces bonnes paroles et malgré sa position favorable à Saddam Hussein lors de 1^{ère} guerre d'Irak, il pourra désormais intégrer dans sa panoplie l'arme de la diplomatie au sein du premier cercle.

C'est ainsi que s'ouvre une époque où le leadership palestinien parviendra à mener de front dans un processus unique les poussées de violence et la diplomatie pour faire progresser par étapes ses objectifs intermédiaires. Bien que la diplomatie évoque la paix nous sommes toujours en présence d'une guerre puisque l'objectif final reste inchangé, la substitution d'un pouvoir arabe au pouvoir juif. Par contre il s'agit là d'une stratégie tout à fait révolutionnaire. Il y a eu des guerres asymétriques qui se sont terminées par la victoire militaire du plus faible, celle de la Chine et de Cuba. Il y a eu des guerres asymétriques

où le faible n'a pas défait militairement son adversaire, mais est parvenu à l'éliminer quand même, en rendant sa situation politique intenable ou la poursuite de l'affrontement excessivement coûteuse. Ce fut le cas de l'Algérie et du Vietnam. Mais toutes ces guerres restaient régies par le paradigme de Clausewitz : « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». En d'autres termes, deux situations demeurent rigoureusement distinctes et exclusives, celle de la guerre qui a des propriétés particulières, et celle de la politique qui en a d'autres, la diplomatie ratifiant au plan politique les nouveaux rapports issus de la période d'hostilités. La révolution doctrinale d'Arafat fusionne avec succès en un même processus deux situations en principe incompatibles : la guerre et la politique.

Mécanisme des succès récents de la doctrine palestinienne

La première Intifada entamée à la fin 1987, initialement spontanée et violente est rapidement contrôlée par Abou Jihad pour le compte d'Arafat, mais pas militarisée. Une fois le tournant d'Alger acté par l'intégration d'Arafat dans le jeu diplomatique majeur, cette poussée de violence palestinienne débouche sur des pressions américaines sur Israël qui mènent à la conférence de Madrid puis à Oslo, c'est-à-dire à la réalisation du vieux projet de la résolution du Caire de 1974, le passage d'une partie du territoire contrôlé par Israël sous autorité palestinienne, sa « libération », avant de fonctionner comme tremplin pour d'autres avancées. La séquence violence-diplomatie-réalisation d'un objectif intermédiaire émerge pour la première fois.

La seconde Intifada est une nouvelle poussée de violence générale, militarisée, terroriste. Elle est entamée en septembre 2000. Dès le 2 octobre 2001, 21 jours après le 11 septembre, Georges Bush évoque pour la première fois l'idée d'un Etat palestinien, qu'il confirme très officiellement le 24 juin 2002 ; il en fera désormais l'horizon unique de la politique américaine au Proche Orient. La violence armée et non « le démantèlement du terrorisme » reçoit ainsi la plus haute des récompenses. La séquence violence-diplomatie-réalisation d'un nouvel objectif intermédiaire est encore vérifiée.

Quelques jours après le lancement de l'Intifada, le 7 octobre 2000, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopta la résolution 1322 (votée par les États-Unis) qui condamnait ouvertement Israël coupable de se défendre et le qualifiait de « puissance occupante ». Elle prévoyait la réalisation d'une enquête, confiée à la commission Mitchell. Cette dernière recommandera le « gel des implantations », concept nouveau, étranger aux accords d'Oslo, propre à servir les desseins palestiniens. La violence armée provoque la ratification d'un nouvel objectif intermédiaire des Palestiniens, via l'instance diplomatique.

La poursuite de la guerre « d'Oslo » conduit à une nouvelle initiative diplomatique, celle de la Feuille de route en 2003. Ce document renvoie pour la première fois dos à dos les Palestiniens et les Israéliens. Il stipule d'emblée que les Palestiniens doivent s'engager à « *mettre un terme à [...] tous les actes de violence, partout, contre des Israéliens* ». Et que les Israéliens doivent s'engager à « *la cessation de tous les actes de violence, partout, contre des Palestiniens*. » C'est une belle victoire politique pour ceux qui ont lancé une guerre ciblant ouvertement les civils que voir leur victime traitée sur un plan d'égalité avec eux. Pour faire bonne mesure, Antony Zinni un officier américain particulièrement pro arabe¹⁸ est envoyé sur place pour contrôler la mise en œuvre des obligations respectives de la Feuille de route. La séquence guerre-diplomatie-réalisation d'un nouvel objectif (affaiblissement de la victime par l'accusation de violence et l'envoi d'un contrôle qui paralyse sa défense) est à l'œuvre.

Dernier exemple en date, le processus d'Annapolis. Dans son discours de 2002 Georges W Bush avait soigneusement conditionné le futur Etat palestinien au renouvellement de son leadership politique et à la liquidation du terrorisme. La Feuille de route reprend cette idée en subordonnant le passage à la phase 3 des négociations sur le statut final (questions de Jérusalem, des réfugiés (sic), des frontières) au démantèlement du terrorisme prévu dans les phases 1 et 2. Le nouveau « processus de paix » est lancé par le couple Bush-Rice suite à une explosion de violence, intra-palestinienne cette fois-ci, qui aboutit à la prise de contrôle du Hamas à Gaza. Les États-Unis qui avaient imposé sa participation aux élections de Janvier 2006 en contradiction avec les dispositions d'Oslo, n'étaient pas tout à fait étrangers à ce désastre. Le nouveau processus doit commencer par des négociations sur le statut final et s'achever dans l'année. Les deux conditions cardinales de la Feuille de route, le démantèlement du terrorisme et la subordination du calendrier aux résultats, sont suspendues au bénéfice des Palestiniens, dispensés de faire la preuve de leur volonté de paix. A nouveau la séquence infernale violence-diplomatie-réalisation d'un but intermédiaire (dispense du démantèlement du terrorisme pour l'accès aux négociations sur le statut final) a frappé. Pire encore, la « Déclaration conjointe » des Israéliens et des Palestiniens élaborée dans le bureau de Bush le 26 novembre, énonce « *Nous exprimons notre détermination... de mettre fin au terrorisme et à l'incitation à la haine, qu'ils soient le fait de Palestiniens ou d'Israéliens* »¹⁹ Pour la première fois, les Israéliens sont commis de reconnaître qu'ils pratiquent le terrorisme et l'incitation à la haine, à l'instar des Palestiniens, ce qui est faux bien sur, mais aussi humiliant. Renonçant publiquement à leur avantage moral, ils se trouvent relégués au détestable statut de « barbares », le terme préféré par Nicolas Sarkozy pour désigner les terroristes.

Vue d'ensemble de la doctrine de guerre palestinienne

Une stratégie par étapes. En octobre 2000, l'ancien président de la Cour Suprême, Mosche Landau, écrit dans Haaretz : « *Je crains pour la survie de l'Etat... Je pense que nous faisons face à des adversaires beaucoup plus intelligents que nous, des adversaires qui savent qu'ils doivent procéder par étapes. En ce qui les concerne, les choses sont tout à fait claires : ils ne veulent pas de nous ici, mais en attendant, ils acceptent de se contenter de ce qu'il peuvent obtenir à chaque étape qui les rapproche de leur objectif ultime*²⁰ ». Les objectifs intermédiaires, les seuls affichés, masquent l'objectif final et permettent de se concilier l'opinion internationale. Ils s'intituleront « les territoires contre la paix », « le retour aux lignes de 1967 », « la fin de la colonisation ou de l'occupation », « la réalisation des aspirations nationales palestiniennes », mais aussi « destruction du Mur », « fermeture des check points », « évacuation/gel des implantations », « libre circulation entre Gaza et la Cisjordanie », « réouverture de la représentation à Jérusalem », libérations des prisonniers. Autant de demandes sans contreparties tangibles, autant de formules qui font mouche mais dont le seul effet est de réduire le périmètre de souveraineté d'Israël et d'affaiblir son potentiel de défense en situation de guerre.

Des cibles d'influence diversifiées. La première d'entre elle est la communauté politique occidentale. Mettre de son côté les Etats européens et le gouvernement américain est de première importance pour le leadership palestinien. Ils y parvient grâce au concours du monde arabe dont les pressions ont abouti à un quasi alignement de l'Europe et aux tergiversations récurrentes des autorités américaines. Y contribue aussi un travail opiniâtre sur l'opinion publique dans laquelle les Palestiniens ont multiplié les relais, particulièrement à travers les médias, l'université et l'école. Cette influence sur les pays occidentaux garantit un soutien politique dans l'arène internationale et des sources de financement inépuisables.

La seconde cible est la société israélienne elle-même. Au-delà de l'insécurité, de la stérilisation de ressources dans des usages militaires et de sécurité, les Palestiniens visent la division interne des israéliens. Arafat déclarait le 30 janvier 1996 à Stockholm devant des diplomates arabes : « *Nous autres de l'OLP concentrons désormais tous nos efforts pour diviser psychologiquement Israël en deux camps... Vous comprenez que nous planifions l'élimination de l'Etat d'Israël et la création d'un Etat purement palestinien. Nous rendrons la vie impossible aux juifs par la guerre psychologique et l'explosion démographique*²¹ ». Effectivement, dans toute la phase d'Oslo jusqu'à la seconde Intifada, la société israélienne était désorientée, divisée, à la limite de la rupture.

Après le pacte de Genève, un accord de paix fictif signé entre un représentant de feu Arafat, Abed Rabbo et un politicien israélien d'extrême gauche sans res-

ponsabilités, Yossi Beilin, Hatem Abdel Kater, un responsable du Fatah déclarait au Jerusalem Post : « *Notre objectif était de susciter des divisions à l'intérieur d'Israël et de stopper la montée de la droite* ». Dans le sillage de ce pacte, des officiers supérieurs et des commandos d'élite dont le prestige est considérable en Israël menacèrent dans une lettre de renoncer à servir l'Etat pour des raisons morales. Selon Dov Weisglass, conseiller de Sharon à l'époque, ce risque contribua à la décision de désengagement de Gaza.

Il faut mentionner la troisième cible d'influence, la société palestinienne où toute opposition doit être éradiquée, où il faudra que chacun soit prêt au sacrifice au nom du grand combat contre la présence juive. Les méthodes instituées par Arafat, par les fanatiques du Hamas et les autres factions ne laissent quasiment aucun champ d'autonomie aux Palestiniens. Ils sont en définitive les grands sacrifiés d'Oslo, à l'aune des valeurs occidentales.

L'influence palestinienne directe sur les dictatures et théocraties arabes et non arabes (Russie, Chine) et leurs populations est par contre à peu près nulle du fait de la nature des régimes.

Une multitude d'instruments

La force militaire : le maintien d'un certain niveau de violence et la possibilité de lancer des offensives est d'une importance capitale pour les Palestiniens bien qu'ils n'escomptent pas un quelconque triomphe militaire. Mais ils savent que c'est un moyen unique d'attirer l'attention sur leur cause et de provoquer des pressions internationales sur Israël. La barrière de sécurité, les check points, les opérations ponctuelles dans les villes palestiniennes et une culture israélienne de vigilance leur ôtent actuellement toute capacité d'action depuis la Judée-Samarie. Par contre Israël ne sait pas vraiment comment traiter les tirs de roquettes depuis Gaza, le creusement de tunnels, et les trafics à travers la ligne Philadelphie ;

La démographie : outre une politique de natalité qui aboutit à une situation progressivement ingérable à Gaza la droit au retour des réfugiés, au nombre de 4 millions, est une arme de premier ordre pour renverser un jour le rapport des forces avec le pouvoir israélien ;

La propagande : avec l'aide des nazis puis des soviétiques, certains pays arabes se sont construits une véritable expertise dans ce secteur. Les Palestiniens y excellent, aussi bien pour l'élaboration de versions fictives de l'histoire, la production de faux et le détournement des grands médias occidentaux. Cela leur assure une assise croissante dans l'opinion occidentale et une certaine influence sur les décisions politiques ;

L'incitation : c'est l'éducation à la haine dispensée par tous les canaux de communication des Territoires sous autorité palestinienne (école, université, mos-

quée, TV, cinéma, théâtre, expositions...). Elle garantit le pouvoir absolu des autorités et les recrutements des milices à Gaza et en Cisjordanie. Elle contribue aussi à l'émigration des élites.

La diplomatie : comme on l'a vu plus haut, la diplomatie fonctionne comme un relais qui permet le passage d'une poussée de violence à la ratification d'un gain politique intermédiaire. Dans le dispositif global du combat palestinien, elle se présente comme l'instance où sont énoncées puis entérinées les avancées politiques permettant de passer d'un objectif intermédiaire au suivant. La condition imposée par les États-Unis aux Palestiniens pour bénéficier de ce mécanisme était une reconnaissance formelle d'Israël, la déclaration formelle d'une intention de renoncer à la violence, et une acceptation formelle des résolutions de l'ONU. Nous avons vu qu'Arafat s'y est conformé, formellement, à partir de la fin des années 90 ce qui a constitué pour lui une renaissance politique et lui a permis l'atteinte d'un de ses principaux objectifs, l'établissement d'une souveraineté sur une portion du territoire entre le « Jourdain et la mer ». Formellement, parce que loin de faire correspondre ses pratiques à ses engagements il les a violés continuellement sans encourir les foudres du parrain américain. Le Hamas par contre, refuse toujours d'obéir à ces conditions formelles et demeure exclu de la communauté occidentale. Du point de vue palestinien c'est une attitude de retour en arrière.

On peut objecter que la présentation développée ci-dessus donne une version excessivement rigide du comportement palestinien, que ces derniers peuvent évoluer et rechercher légitimement sur le tapis vert les avantages maximum. D'autant que Mahmoud Abbas et Salam Fayyad n'ont rien de va-t-en guerre sur le modèle d'Arafat ou des leaders du Hamas.

Pour répondre à cette question légitime, il faut se demander si l'on retrouve bien, dans les discours et les pratiques de Mahmoud Abbas, des signes tangibles d'un abandon de l'objectif de substitution. Si oui, les objectifs qualifiés ici « d'intermédiaires » sont des buts politiques en soi, et non les étapes d'une stratégie d'élimination du pouvoir juif.

Or la réponse semble bien négative. Sur une série de points significatifs, Abbas démontre une vision d'ensemble incompatible avec l'acceptation d'un pouvoir juif en Israël :

- il défend bec et ongles depuis son élection en 2005 le droit au retour des réfugiés palestiniens, fatal pour Israël ;
- il a refusé à maintes reprises, avec clarté, de reconnaître Israël dans son identité particulière, différente, d'Etat juif ;
- il refuse la légitimité du pouvoir juif en Israël, attestée par des liens historiques entre les Juifs, la terre d'Israël et Jérusalem ;

– il n’a jamais formulé une condamnation morale du terrorisme, ne le désapprouvant finalement que pour sa contre-productivité. C’est ainsi qu’il célèbre les figures terroristes historiques palestiniennes, Arafat en premier et tous les « shahids » dans un panthéon national. Il a tout fait, sans succès, pour que Bush s’incline sur la tombe d’Arafat lors de sa visite à Ramallah le 10 janvier 2007 ;

– il ne reconnaît pas l’identité et l’histoire de l’Autre israélien, détournant le lexique de la Shoah. Dans son discours d’Annapolis, il parle de l’Holocauste des Palestiniens, confisquant la victimologie juive comme tous les bons négationnistes : «... *le monde entier nous tend la main pour nous aider, pour mettre un terme à notre tragédie, à notre holocauste...*²²». Il n’aura pas un mot pour la souffrance israélienne, signe de bon aloi dans une démarche de paix, alors qu’Olmert venait d’exprimer longuement sa compassion pour les Palestiniens ;

– il a réaffirmé à maintes reprises sa solidarité avec les bellicistes féroces du Hamas et les factions ciblées par l’armée israélienne dans les villes de Cisjordanie, au point, on l’a vu, de proclamer trois jours de deuil national suite à une opération visant à réduire les tirs sur Sdérot ;

– nul ne l’a vu entreprendre quoi que ce soit pour contrarier le fonctionnement de la super-usine d’incitation à la haine des juifs et d’Israël qui occupe l’espace public dans les territoires qui demeurent sous son autorité.

Quand on sait que ce « modéré » est très isolé chez les Palestiniens et qu’il doit sa survie politique aux opérations de l’armée israélienne et aux financements occidentaux qu’il assure, on peut bien douter de l’authenticité et du destin du processus d’Annapolis.

Conclusion

Le modèle présenté ici analyse les grandes opérations internationales de promotion de la paix entre Israéliens et Palestiniens, les conférences internationales et les « processus de paix », d’Oslo à Annapolis, comme les instruments privilégiés des poussées palestiniennes dans leur entreprise d’éradication de l’Etat juif d’Israël.

Pour deux raisons.

D’abord parce que les Occidentaux, faisant mine de croire le discours de revendication palestinien, ses prétentions nationales, sa demande de liberté, exercent d’énormes pressions sur Israël pour y faire droit. Ils font mine de le croire pour se concilier les grâces du monde arabe et assurer la sécurité de leurs approvisionnements en énergie et le contrôle des voies de communication de la région, d’autant que les Arabes les mettent en concurrence avec les acteurs émergents comme la Chine et la Russie.

Ensuite parce que ces manifestations de solidarité occidentales aux Palestiniens sont un immense encouragement à la poursuite de la guerre.

Les flux financiers considérables qui convergent vers ces derniers permettent de payer avant tout les emplois de l'infrastructure militante (services de sécurité, milices, média, propagande et endoctrinement, diplomatie) entretenant une couche sociale dédiée à la confrontation avec l'Etat juif. Comme ses activités sont source d'estime sociale (tout ce touche à la guerre contre l'Infidèle est respecté), et qu'elles sont difficilement transformables en emplois socialement utiles, se développe une préférence collective pour la guerre, entretenue par l'Occident.

Par ailleurs, en compatissant à la souffrance palestinienne (exclusivement imputables aux choix jihadistes et à l'emprise de groupes fascistes), en accusant Israël (Bush comme Sarkozy et Kouchner ont parlé « d'occupation » et de « colonisation »), les Occidentaux valident le discours des extrémistes et les encouragent à continuer.

Si l'Occident trouvait en lui assez de ressources et d'unité pour résister à la pression des Arabes rétrogrades et à la concurrence des dictatures émergentes, il développerait des plans pour aborder le conflit israélo-palestinien, basés sur des idées simples :

- entreprendre une action dans la durée ;
- décourager le discours de propagande en réfutant sans complaisance la version fictive et militante de l'histoire et de la souffrance palestinienne aussi bien en Occident que chez les Palestiniens ;
- donner la priorité à l'extinction de l'entreprise d'incitation et de formatage des cerveaux par la haine, dès le plus jeune âge ;
- subordonner toute assistance aux autorités publiques palestiniennes à des résultats étroitement contrôlés pour reconvertir l'infrastructure militante dans des activités pacifiques et productives, et la liquider en tant que telle ;
- encourager fermement l'émergence d'une vaste classe sociale moyenne d'entrepreneurs par un système de micro crédits ou de mini crédits, financés par la reconversion des fonds d'aide internationale aux réfugiés UNRWA et des autres fonds publics.

En attendant Israël devra compter sur ses propres forces, s'attacher à consolider ses alliances et en nouer de nouvelles.

notes

1. Discours devant la Conférence des donateurs à Paris, le 17 décembre 2007.
2. Voir son rapport *Le positionnement de la France et de l'Union européenne dans un monde globalisé* du 4 sept 2007.
3. « *Mieux vaut un soulèvement populaire par des moyens pacifiques, qui exprimera la volonté du peuple, et il ne fait pas de doute que nous aurions reçu le soutien d'une partie du peuple israélien* » Mahmoud Abbas, entretien du 1^o Octobre 2002 au quotidien Yediyot Aharonot. Il partageait ces vues avec d'autres dirigeants du premier cercle, Jibril Rajoub, Nabil Amr, Ahmed Qoreï.
4. Shimon Pérès exprimera un point de vue invraisemblable sur la question. Il légitimait Arafat avec la formule suivante, faisant fi de précautions minimales, ce qui a coûté très cher à la nation israélienne. « *Je pense [disait-il] que ce qui est véritablement important dans le processus de paix, c'est de produire un partner plus que de produire un programme. Les programmes ne créent pas de partner, mais s'il y a un partenaire, on peut discuter du programme.* » Ephraïm Karsh et Joel Fishman *La guerre d'Oslo*, Les éditions de Passy, 2005, p 87 Les conceptions de Shimon Pérès, dignes d'*Alice au pays des merveilles*, semblent cependant être partagées par les milieux diplomatiques occidentaux dans leur ensemble.
5. Dans *Hopes for Peace*, Mortimer Zuckerman souligne « *La plupart des rapports des services de renseignement notent que le Fatah a presque cessé d'exister en Cisjordanie. Un retrait des forces israéliennes de Cisjordanie serait suivi d'une prise de contrôle du Hamas* ». *US News and World Report* du 30 novembre 2007. Cela n'empêche pas le premier ministre Salam Fayyad de dénoncer les activités de Tsahal en Cisjordanie, Reuters, 4 janvier 2008 13 h 28.
6. *On the Jewish question* Bernard Lewis, *Wall Street Journal* 26 novembre 2007.
7. Ce point sera développé un peu plus loin.
8. Voir *Peace parks and pipedreams* de Dan Diker Jerusalem Post du 26 novembre 2007. On y apprend comment les chefs de clans et les groupes terroristes ont fait échouer plusieurs projets de parcs industriels dans les années 90, à Rafiah, Tulkarem et Kalkilia, en tentant de les rançonner. Par ailleurs les Palestiniens résistent aux propositions et suggestions des étrangers qui essaient de les aider en les accusant d'occupation économique.
9. Voici par exemple une de ces déclarations : « *Nous ne renoncerons à aucun de nos principes, jusqu'à la création d'un État palestinien dont la capitale sera Jérusalem, jusqu'au retour des réfugiés palestiniens et la libération des prisonniers* » Discours pour le 43^{ème} anniversaire du Fatah à Ramallah le 31 déc. 2007.
10. Voir *Hopes for Peace* de Mortimer Zuckerman cité plus haut.
11. « *Il nous faut dire aux musulmans en colère une chose qu'apparemment ils ignorent : en décembre 2000, les États-Unis ont proposé un accord qui, dans les termes les plus définitifs, instaurait un État palestinien (Cisjordanie et Gaza) et garantissait la protection des intérêts palestiniens et musulmans à Jérusalem et sur le mont du Temple. Israël avait accepté ce plan, mais l'OLP a dit non* ». Bill Clinton *Le Monde* du 5 janvier 2002.

12. Fayçal Husseini *Interview au quotidien égyptien Al-Arabi* le 24 juin 2001 Il y déclare notamment : « *Quand nous demandons à toutes les forces et factions palestiniennes de considérer les Accords d'Oslo et autres accords comme de simples étapes ou des buts à court terme, cela signifie que nous tendons une embuscade aux Israéliens et que nous les trompons* ».

Voir <http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP23601>

13. Jerusalem Post du 16 septembre 2003.

14. Sur ce sujet, l'ouvrage de référence en français est celui de Joel Fischman et Ephraïm Karsh *La guerre d'Oslo op. cit.*

15. Il ira demander le 4 mai 1982, dès le début de son premier mandat, un Etat palestinien devant la Knesset.

16. C'est ainsi que nombre de terroristes palestiniens, coupables de crimes vraiment majeurs, comme le meurtre des athlètes israéliens aux Jeux olympique de Munich de 1972, furent prestement libérés par les Allemands. Les Italiens en firent de même avec les auteurs du terrible épisode de *l'Achille Lauro* en 1985 ou Léon Klinghoffer, un juif américain âgé et handicapé fut assassiné et jeté à la mer sur sa chaise roulante.

17. Voir *Eurabia, l'axe euro-arabe*, Bat Yé'or chez Jean-Cyrille Godefroy 2006.

18. Il sera l'un des rares généraux américains à s'opposer à la guerre d'Irak dès qu'il intègrera la réserve.

19. La citation complète est : « *We express our determination to bring an end to bloodshed, suffering and decades of conflict between our peoples ; to usher in a new era of peace, based on freedom, security, justice, dignity, respect and mutual recognition ; to propagate a culture of peace and non-violence ; to confront terrorism and incitement, whether committed by Palestinians or Israelis.* » On peut la retrouver sur le site de la Maison Blanche à l'adresse : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2007/11/20071127.html>

20. *La guerre d'Oslo op. cit.* p. 144.

21. *La guerre d'Oslo op. cit.* p. 224.

22. *The full text of Olmert, Abbas' speeches at the Annapolis summit* Haaretz du 28 novembre 2007 <http://www.haaretz.com/hasen/spages/928669.html> La citation complète est : « *Don't be depressed, Don't lose confidence and hope, For the whole world today now is stretching its hand toward us in order to help us put an end to our tragedy, to our holocaust that has been running for too long, and to lift the historical injustice that our people suffer.* »